

-----  
**CABINET**  
-----

## **PROTOCOLE D'ACCORD**

**RELATIF A L'IMPLANTATION D'UN COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL  
A LOUDIMA, DEPARTEMENT DE LA BOUENZA, EN REPUBLIQUE DU  
CONGO**

Entre les soussignés,

**La République du Congo,**

Représentée par Monsieur Henri DJOMBO,  
Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche,  
BP 2453 Brazzaville, République du Congo

Ci-après dénommée « La République » ;

**D'une part,**

Et

**La Société INOOVA INTERNATIONAL Sarl,**

Représentée par Madame Irène PILOTTI,  
Directrice Générale de ladite Société,  
Adresse : quartier la Base, Avenue Jean Félix TCHICAYA n° 806  
Pointe-Noire  
Tél. : (+242) 06 929 75 75  
République du Congo

Ci-après dénommée « I.I.Sarl » ;

**D'autre part,**

Autrement désignées les « Parties »

**Il a été préalablement exposé ce qui suit :**

La République du Congo dans la perspective de la diversification de l'économie nationale, marquée par le désengagement de l'Etat des secteurs productif et marchand d'une part, et du recentrage de son rôle de régulation économique, d'autre part, a consenti à sa demande, d'impliquer un opérateur économique, la société I.I.Sarl, pour l'installation des complexes agroindustriels en République du Congo.

Considérant la qualité de l'expertise de la société I.I.Sarl, l'expérience qu'elle a accumulée dans les filières agro-industrielles et convaincu de l'intérêt manifesté par la République du Congo et la Société I.I.Sarl de promouvoir les filières agro industrielles en République du Congo, il a été convenu d'établir un partenariat entre la République du Congo et la Société I.I.Sarl, pour l'implantation des complexes agro-industriels en République du Congo (zone agricole de Loudima, département de la Bouenza) en vue de contribuer à la diversification de la production agricole et de lutter contre l'insécurité alimentaire.

A cet effet, les Parties ont convenu de ce qui suit :

# TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

## Chapitre I : De l'objet

**Article premier :** Le présent Protocole d'Accord a pour objet de définir et de fixer les modalités de partenariat entre la République du Congo et la Société I.I.Sarl, aux fins de la procédure de mise à disposition de ladite Société, des terres pour la création et le développement des complexes agro-industriels de production et de transformation de la Luzerne, du Maïs, et de l'Orge dans la zone agricole de Loudima (département de la Bouenza) en République du Congo sur une superficie de 30.000 hectares.

**Article 2 :** Le Protocole d'Accord consiste à :

- l'identification des 30.000 hectares de terres à affecter au projet ;
- l'élaboration et la soumission auprès de la République du Congo, des études de faisabilité technique, socio-économique et environnementale pour la zone d'implantation du projet ;
- la mise en œuvre du projet agro-industriel dans la zone agricole de Loudima ;
- la gestion durable des terres mises à la disposition de ladite Société.

**Article 3 :** Les étapes de la mise en œuvre du Protocole sont :

- l'identification et la prospection des sites ;
- la réalisation, la délimitation et la production des cartes libellées au nom du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- la signature, au terme des études de faisabilité jugées satisfaisantes entre la République du Congo et la Société I.I.Sarl, d'une «autorisation expresse d'occuper une réserve foncière de l'Etat» ;
- la mise en œuvre du projet.

## TITRE II : ENGAGEMENTS

### Chapitre II : Obligations

**Article 4 :** La Société I.I.Sarl s'engage à :

- réaliser l'étude de faisabilité de chaque site proposé ;
- financer toutes les missions d'expertise et l'inspection des sites ;
- produire et transmettre à la République du Congo toutes les études techniques, économiques, sociales et environnementales réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet ;
- la réalisation des études techniques, socio-économiques et environnementales se rapportant aux projets cités à l'article 2 ci-dessus ;
- se conformer à la réglementation en vigueur en République du Congo et particulièrement en ce qui concerne l'immigration, le code forestier, la défense nationale, le code du travail, le code général des impôts, le code des douanes, la loi sur la protection de l'environnement, le régime foncier et tous les textes pertinents.

**Article 5 :** La République du Congo s'engage à :

- mettre à la disposition de la Société I.I.Sarl une réserve foncière de 30.000 hectares, pour l'installation des filières agricoles et les infrastructures nécessaires ;
- faire bénéficier à la Société, toutes les mesures d'incitations fiscal-douanières et autres avantages prévus dans la charte nationale des investissements.

**Article 6 :** Les deux Parties s'engagent à signer le présent Protocole d'Accord nécessaire à la mise en œuvre et à la réussite du projet.

Dans ce cadre, elles conviennent de promouvoir et de renforcer la collaboration pour le développement du projet (complexes agro-industriels et accompagnements des producteurs locaux), et contribuer à l'installation de la sécurité alimentaire en République du Congo.

Les Parties s'engagent par le présent Protocole d'Accord, à garder le secret et la confidentialité de toutes les informations à l'égard des tiers ainsi que la non divulgation du secret des informations qu'elles recevront directement ou indirectement.

Les Parties au Protocole d'Accord s'engagent à protéger les intérêts de chacune d'elle.

## Chapitre III – Durée

**Article 7 :** La République du Congo accorde à la société, une exclusivité de douze mois, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole d'Accord, pour réunir toutes les conditions nécessaires à la signature et à la mise en œuvre du contrat d'occupation expresse d'une réserve foncière de l'Etat.

Passé ce délai, la République est libre de signer et d'attribuer les terres allouées à un autre partenaire, sans dommages et intérêts.

## TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

### Chapitre I – De la résiliation

**Article 8 :** Le présent Protocole peut être résilié de plein droit à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, moyennant un préavis d'un mois et dans les cas suivants :

- manquement grave de l'une ou l'autre à ses obligations citées aux articles 4, 5, 6 et 7 ;
- cas de force majeure défini à l'article 10 ;
- expiration du délai de validité libellé à l'article 7.

En cas de résiliation, les Parties ne seront pas responsables l'une vis-à-vis de l'autre et ne prétendront à aucune indemnisation.

**Article 9 :** Toutes les modifications à apporter au présent Protocole seront effectuées d'accord parties par voie d'avenant.

### Chapitre II – Cas de force majeure

**Article 10 :** Le cas de force majeure s'entend, comme tout évènement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des parties, qui empêche de façon insurmontable, l'exécution de tout ou partie du présent protocole.

En cas de force majeure, la Partie qui l'invoque est tenue d'en aviser l'autre Partie dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la date de son apparition.

Si l'une des Parties se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations à la suite d'un cas de force majeure, elle sera excusée dans la mesure où elle se trouve empêchée d'en assurer l'exécution.

### Chapitre III – Du règlement des différends

**Article 11 :** Tout différend né de l'exécution ou de l'interprétation du présent Protocole d'Accord, sera réglé à l'amiable dans un délai de trois mois.

Passé ce délai, le différend sera réglé par le Tribunal de Commerce de Brazzaville.

### Chapitre IV – Election de domicile

**Article 12 :** Pour l'exécution du présent Protocole d'Accord, les Parties ont élu domicile :

Pour la République du Congo,  
Au siège du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche,  
sis avenue Louis Tréchet, à côté de l'Hôpital Blanche Gomez,  
Brazzaville, République du Congo.

Pour la Société I.I.Sarl,  
Siège : Quartier la Base, 806 Avenue Jean Félix TCHICAYA,  
Pointe-Noire, République du Congo.

Toute modification d'adresse devra faire l'objet d'une notification à l'autre Partie.

### Chapitre V – De l'entrée en vigueur

**Article 13 :** Le présent Protocole d'Accord, établi en deux exemplaires originaux, en français, entre en vigueur à la date de sa signature, par les deux Parties.

Fait à Brazzaville, le **17 DEC. 2016**

Pour la Société INOOVA INTERNATIONAL Sarl  
La Représentante Légale,

Pour la République du Congo,

Le Ministre d'Etat,  
Ministre de l'Agriculture,  
de l'Elevage et de la Pêche,

**INOOVA INTERNATIONAL S.A.R.L.**  
AV. Jean Félix Tchicaya n° 806  
Quartier la BASE  
PONTE-NOIRE REPUBLIQUE DU CONGO  
inoova.services@gmail.com  
Tel. +242 06 929 75 75 cell. +39 342 9200991

**Irène PILOTTI**

  
**Henri DJOMBO**

